



**2<sup>DA</sup> SESSIONE URDINARIA DI U 2024**  
**RIUNIONE DI I 26 È 27 DI SETTEMBRE DI U 2024**

**2<sup>ÈME</sup> SESSION ORDINAIRE DE 2024**  
**RÉUNION DES 26 ET 27 SEPTEMBRE 2024**

**N° 2024/O2/049**

**Question orale déposée par Mme Serena BATTESTINI  
au nom du groupe « Core In Fronte »**

**OBJET : QUELLE POSITION DE L'EXECUTIF FACE A LA REPRESSION  
POLITIQUE ?**

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Depuis 2022, et l'assassinat du patriote Yvan COLONNA, des discussions entre la Collectivité de Corse et le Gouvernement français ont été initiées.

Elles portent sur l'évolution institutionnelle de la Corse et supposent, pour nous, la mise en place d'un processus de résolution politique pérenne inscrivant dans son corpus les droits historiques du peuple corse.

Placées sous l'égide de M. DARMANIN, elles avaient été adouées par M. MACRON.

Nous rappelons à cet égard les propos précis de M. MACRON, prononcés dans l'enceinte de notre Collectivité : « *Nous sommes à un moment historique. Nous le sommes parce que nous avons su cheminer sur tous les sujets (...) parce que vous appartenez (...) à des sensibilités et des formations politiques diverses, mais à des générations qui avaient connu le pire. Nous le sommes parce que, ces derniers mois, tous ensemble, vous avez su éviter le retour du pire, avec un esprit de responsabilité et un sens du devoir qui interdisent l'indifférence ou le statu quo (...) je pense qu'il y a une conscience collective précisément pour pouvoir avancer* ».

Dans cette esquisse, nous avons soulevé la question des prisonniers politiques ou des anciens prisonniers politiques et la fin des poursuites quelles que soient les formes.

Les conseillers du Ministre français de l'intérieur et du Président français, à maintes rencontres, nous ont assuré de cette prise en considération, spécifiquement sur le sujet du FIJAIT. Cette appréciation a été partagée par M. MACRON lui-même.

Dans les faits, c'est à une toute autre politique que nous avons assisté avec :

- Procès à répétition et acharnement policier et judiciaire à l'encontre de Jean Marc DOMINICI, ancien prisonnier politique. Dernièrement, une importante saisie, sans préalable aucun, sur son compte bancaire a été faite malgré un plan de recouvrement dûment respecté
- Incarcération à Paris de Stéphane ORI ;
- Rafle de militants et sympathisants nationalistes, dans le Nebbiu.

Ces faits mettent en évidence le reniement et la duplicité du Gouvernement français. Ils condamnent le principe des discussions, prétendument altérées par le calendrier électoral français, à contrario de la répression politique qui continue quel que soit le contexte.

Ces faits prennent aussi appui sur votre attitude passive sinon de connivence de votre Exécutif au détriment, d'une part, de la majorité qui s'est inscrite pour défendre le Titre pour la Corse et, d'autre part, à l'encontre du Mouvement National historique et de ses fondamentaux duquel vous êtes pourtant issu.

Doit-on rappeler tout autant la responsabilité que vous portez sur la non matérialisation d'un fonds de solidarité à l'égard des victimes de la répression politique, et l'absence d'une politique générale de prise en considération de leur situation ?

Ce constat nous amène à vous poser la question suivante :

Aux antipodes des gesticulations sans lendemain auxquelles, hélas, vous nous avez habitués, quelle initiative politique partagée, digne de ce nom, comptez-vous prendre pour soutenir concrètement les prisonniers ou anciens prisonniers politiques et ainsi tenir les engagements pris à cet égard ?

À ringrazià vi.